

There are no translations available.

Publié le 26/05/2022 à 14:50 par francesoir

Il est stupéfiant que les media mainstream aient occulté cette conférence incontournable sur le COVID et que nos prétendus spécialistes du Conseil scientifiques et des médias n'y aient pas participé. Avec une telle censure, notre gouvernement corrompu, continuera à vacciner sans limites une population pour laquelle le rapport bénéfice/risque est défavorable.

Lors d'un sommet mondial sur le Covid, 17 000 médecins et scientifiques ont fait une déclaration commune le 11 mai par la voix de leurs représentants. Appelant à mettre un terme à l'état d'urgence sanitaire enclenché au début de la crise du Covid-19, ils accusent les grandes sociétés pharmaceutiques, les gouvernements, les agences de santé publique et les médias grand public d'avoir, par leurs actions, causé la mort de plusieurs centaines de milliers de personnes.

Retrouvez ci-dessous un extrait doublé en français de cette intervention de David Wiseman, docteur en pharmacie, Michael Yeadon, chercheur et ancien directeur scientifique de Pfizer, et Ryan Cole, médecin anatomopathologiste (VF : doublage QuantumLeap & Elo Trad). L'intégralité de cette déclaration, en version originale, est disponible [ici](#).

Se déclarant unis par leur loyauté au serment d'Hippocrate, ces médecins et scientifiques [dén](#)
[oncent](#)
les désastreuses politiques de santé publique mises en œuvre pour lutter contre la propagation du Covid-19, estimant que ces mesures sont le fruit d'une "alliance médicale corrompue" d'institutions pharmaceutiques, d'assurances et de soins de santé, sous la houlette des *trusts* financiers qui les contrôlent.

L'illusion de consensus scientifique dénoncée

Selon eux, cette "alliance corrompue" a compromis l'intégrité des sociétés médicales les plus prestigieuses, générant une illusion de consensus scientifique en substituant la propagande à la vérité par la diffusion d'affirmations dénuées de base scientifique, par la censure, et par l'intimidation des médecins et scientifiques qui ont publié des résultats cliniques sur des médicaments éprouvés ou sauvé des vies par le biais de ces traitements.

Ces 17 000 scientifiques et médecins veulent faire émerger la vérité afin que cessent des décisions qu'ils estiment catastrophiques et prises aux dépens d'innocents qui subissent des dommages sanitaires depuis le début de la pandémie. Des dommages qui ont commencé avec la rétention intentionnelle de traitements ambulatoires précoces comme l'hydroxychloroquine, l'ivermectine ou l'azithromycine pour se poursuivre l'année suivante avec les injections forcées d'un produit, qui n'avait pourtant fait ni la preuve de son efficacité ni l'assurance de sa sécurité lors de son lancement en population générale.

Absence de consentement éclairé et rétention d'information scientifique de premier plan

Ils dénoncent également le fait qu'une majorité de la communauté médicale a refusé aux patients le droit humain fondamental de recevoir un véritable consentement éclairé sur les injections expérimentales contre le Covid-19, leur empêchant d'obtenir des informations nécessaires pour comprendre les risques et les avantages des vaccins.

Au-delà de la réponse thérapeutique, c'est toute la politique sanitaire qui est dénoncée, notamment les enfermements forcés qui nuisent à la santé, à la vie professionnelle des individus et à l'éducation des enfants. Des décisions graves qui ont également porté atteinte aux liens sociaux et familiaux. Ils mettent également en lumière ce qui, pour eux, ne peut pas relever d'une simple coïncidence : le dessein inscrit dans le livre intitulé « [Covid-19 : The Great Reset](#) », à savoir faire de l'épidémie de Sars-CoV-2 l'opportunité de "réinitialiser" l'ensemble de la société, notamment l'ensemble des structures politiques, l'économie et la culture. Ces 17 000 scientifiques et médecins n'hésitent pas à qualifier les actions de cette alliance de crime contre l'humanité.

Reconstruire une éthique médicale

Pour eux, restaurer la confiance des gens dans la médecine implique de commencer à rétablir un dialogue libre et ouvert entre les différents acteurs de la communauté scientifique. Cela passe également par le rétablissement de la relation sacrée entre le médecin et le patient, la réhabilitation des droits médicaux et l'autonomie des patients.

Après deux années de recherche scientifique et après avoir analysé les conséquences des décisions politiques prises au cours de cette période, ces 17 000 scientifiques et praticiens estiment avoir démontré et documenté leurs succès dans la compréhension et la lutte contre le Covid-19 et sont parvenus à un consensus autour des principes fondamentaux suivants :

1. Nous déclarons – et les données le confirment – que les injections de thérapie génique contre le Covid-19 doivent cesser.
2. Nous déclarons que les médecins ne devraient pas être empêchés de prescrire un traitement médical vital.
3. Nous déclarons que l'état d'urgence national, qui facilite la corruption et prolonge la pandémie, devrait être immédiatement aboli.
4. Nous déclarons que la vie privée médicale ne devrait plus jamais être violée.
5. Nous déclarons que les masques ne sont pas et n'ont jamais été une protection efficace contre un virus respiratoire en suspension dans l'air dans le cadre communautaire.
6. Nous déclarons que le financement et la recherche doivent être mis en place pour les étudier les dommages causés par la vaccination.
7. Nous déclarons qu'aucune opportunité professionnelle, y compris dans le milieu médical,

scolaire et militaire, ne devrait être interdite en cas de refus de cette injection.

8. Nous déclarons que les violations du premier amendement et la censure médicale opérée par le gouvernement, les entreprises de technologie et les grands médias devraient cesser et que la Déclaration des droits (Bill of Rights) devrait être respectée.

9. Nous déclarons que les laboratoires Pfizer, Moderna, BioNTech, Janssen, AstraZeneca, et les personnes qui leur sont affiliées, ont délibérément caché des informations sur la sécurité et l'efficacité des injections aux patients et aux médecins. À ce titre, ils devraient immédiatement être inculpés pour fraude.

10. Nous déclarons que le gouvernement et les agences de santé publique doivent être tenues responsables.

Reconstruire et se reconstruire, tel est l'objectif proposé par ce sommet, particulièrement soucieux de la juste réparation des dommages causés par les effets secondaires d'une vaccination précipitée et inutile pour la grande majorité de la population, notamment pour les jeunes personnes, peu sujettes à développer des formes graves de la maladie.

C133-Sommet mondial sur le Covid: 17 000 scientifiques appellent à mettre fin à l'état d'urgence san

Written by Dr. Adrien Caprani

Friday, 27 May 2022 10:57 - Last Updated Sunday, 29 May 2022 15:31
